



Rejoignez-nous
pour renforcer
les droits humains en Europe !






[EN/FR]

Concours de recrutement local ouvert aux personnes déjà présentes au Maroc

Chargée de projet expérimentée / Chargé de projet expérimenté

 Bureau du Conseil de l'Europe à Rabat

Projets :
Programmes Jointes UE/CdE¹

 Référence : o29/2024
 Publication : 24/05/2024
 Date limite : 10/06/2024

■ Voulez-vous contribuer aux activités d'une organisation internationale œuvrant pour les droits humains, la démocratie et l'État de droit ? Êtes-vous plus particulièrement motivé-e par la mise en œuvre de projets contribuant à renforcer l'efficacité de la politique pénale et la résolution des problèmes spécifiques relatifs à la réduction de la population carcérale conformément aux standards internationaux ? Si tel est le cas, notre offre d'emploi pourrait être une bonne opportunité pour vous.

Qui sommes-nous?

■ Avec plus de 2 200 agents et agentes² représentant ses 46 États membres, le Conseil de l'Europe est une organisation multiculturelle. Nous œuvrons à une meilleure protection des droits humains, de la démocratie et de l'État de droit. Nos trois valeurs fondamentales - **le professionnalisme, l'intégrité et le respect** - guident notre façon de travailler.



■ Le Conseil de l'Europe a son siège à Strasbourg, en France, et est également présent dans plus de vingt pays. Plus d'informations sur la [présence extérieure du Conseil de l'Europe](#).

■ Depuis 2012, la coopération stratégique établie entre le Conseil de l'Europe et le Royaume du Maroc dans les domaines d'expertise du Conseil de l'Europe pertinents pour consolider les droits humains, la démocratie et l'État de droit a été continuellement approfondie et élargie, soutenue par un dialogue politique qui s'est renforcé au fil des années. Le partenariat de voisinage conjointement préparé et agréé entre le Royaume du Maroc et le Conseil de l'Europe pour 2022-2025 vise à poursuivre le soutien apporté au Royaume du Maroc. Dans le domaine des droits humains et de l'État de droit, l'accompagnement du Conseil de l'Europe à la réforme de la justice visera notamment à la réduction de la surpopulation carcérale moyennant un appui à la réforme pénitentiaire et à la mise en œuvre de politiques de promotion de l'application de mesures alternatives à la privation de liberté.

Votre rôle

■ En tant que chargé-e de projet expérimenté-e, vous serez amené-e, sous l'autorité de la Cheffe de Bureau, et en coordination avec l'équipe du projet à Strasbourg et à Rabat à :

¹ Sous réserve de la signature du contrat avec l'Union européenne et de la période effective de mise en œuvre du programme.

² Dans le cadre de la politique d'égalité des genres et du principe d'écriture inclusive, les termes au masculin dans ce document d'entendent également au féminin. Par exemple, agents signifie agents et agentes, correspondant signifie correspondant et correspondantes, etc.

- ▶ contribuer à l'établissement et à la mise à jour des programmes de travail, des calendriers d'activités et des plans d'action à court terme concernant les activités du projet à mener, dans le respect des orientations, priorités et délais ; préparer, coordonner, mettre en œuvre et suivre, conformément au programme de travail et en coopération étroite avec les partenaires nationaux et les experts, les activités programmées ;
- ▶ organiser, planifier et assurer le contrôle et le suivi des questions budgétaires et financières liées aux activités du projet conformément aux dispositions réglementaires et aux procédures du Conseil de l'Europe ainsi qu'aux exigences des bailleurs de fond et des autres partenaires ; identifier les mesures et ajustements financiers qui pourraient être nécessaires ;
- ▶ superviser la mise en œuvre des procédures d'achat ; vérification de l'exactitude des dossiers d'achat, contrats et demandes de paiement ; contribuer à la négociation et à la conclusion de contrats avec des fournisseurs, des consultants et d'autres parties prenantes ;
- ▶ établir et entretenir des bonnes relations et des contacts réguliers avec les parties prenantes telles que les autorités publiques, les donateurs et les bénéficiaires ainsi qu'avec les services pertinents au siège de l'Organisation ;
- ▶ informer les supérieurs hiérarchiques sur les résultats obtenus, les besoins additionnels, les risques et les opportunités que peuvent présenter certains développements ou événements dans la mise en œuvre du projet en conformité avec le règlement et les procédures du Conseil de l'Europe et avec les exigences des partenaires/donateurs ;
- ▶ préparer toute contribution écrite en fonction des demandes, y compris des notes de briefing, éléments d'intervention, discours et correspondance officielle ; réaliser des études et des recherches préparatoires pour la rédaction de documents relatifs au projet ;
- ▶ contribuer à la préparation des rapports et à la communication sur les activités du projet et à la visibilité du projet ;
- ▶ contribuer à la sélection et à l'établissement de pools d'experts locaux et internationaux et également de prestataires de service ; préparer la documentation nécessaire ;
- ▶ promouvoir les valeurs du Conseil de l'Europe en interne comme à l'externe ;
- ▶ entreprendre des voyages officiels en lien avec les activités du projet au Maroc et dans d'autres pays le cas échéant ;
- ▶ développer une approche proactive de la question de l'égalité des genres au niveau des activités sous sa responsabilité.

Ce que nous recherchons


■ Au minimum, vous devez avoir :

- ▶ un diplôme de l'enseignement supérieur équivalent au Master en droit, en sciences politiques ou dans un domaine connexe ;
- ▶ au moins trois années d'expérience professionnelle pertinente en matière de gestion et de mise en œuvre de projets dans le domaine de la justice, notamment de l'organisation et fonctionnement du système judiciaire et des tribunaux, avec une expérience appropriée dans la mise en œuvre de programmes internationaux ou nationaux d'assistance technique ;
- ▶ une excellente connaissance de l'arabe (niveau de langue maternelle) et très bonne connaissance du français (y compris à l'écrit) ; une bonne connaissance de l'anglais serait un atout ;
- ▶ être un·e ressortissant·e marocain·e ou de l'un des 46 États membres du Conseil de l'Europe déjà présent·e au Maroc ;
- ▶ être en règle avec toute obligation relative au service national (militaire, civil ou équivalent) ;
- ▶ ne pas être le parent, l'enfant, l'enfant du conjoint/partenaire, ou le petit-enfant d'un·e agent·e en activité au Conseil de l'Europe ;
- ▶ avoir moins de 65 ans.

■ Postulez et démontrez que vous avez les compétences suivantes :

- ▶ Expertise professionnelle et technique :
 - bonne connaissance des standards et des travaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la justice et, si possible, de la politique pénale et pénitentiaire ;

- très bonne connaissance du secteur judiciaire marocain, de la politique pénale et pénitentiaire, du cadre légal et des développements nationaux ;
 - bonne connaissance méthodologique de la gestion de projet et expérience concrète en tant que gestionnaire de projet.
- ▶ Planification et organisation du travail
 - ▶ Analyse et résolution des problèmes
 - ▶ Capacités rédactionnelles
 - ▶ Capacité à travailler en équipe et à coopérer
 - ▶ Souci de la qualité
 - ▶ Sens de l'initiative
 - ▶ Communication

Veillez vous référer au
[Répertoire des
Compétences](#)
du Conseil de l'Europe
 - 1,6Mo

■ Les compétences suivantes seraient un atout :

- ▶ Expertise professionnelle et technique :
 - une expérience de gestion de projets de renforcement des capacités dans le domaine de la justice ;
 - une expérience de travail dans un environnement international.

Ce que nous offrons

■ En cas de réussite, un emploi sur la base **de contrats temporaires** au grade B5, pourra vous être proposé. L'emploi est limité à fin décembre 2024 et peut être prolongé sur une base annuelle sous réserve des financements correspondants et jusqu'à la fin de la période de mise en oeuvre du programme auquel le contrat avec l'Union européenne mentionné ci-dessus fait référence. Vous recevrez un salaire mensuel brut de base de 3 490,22 €. Votre salaire sera éventuellement complété par d'autres indemnités en fonction de votre situation personnelle. Vous serez affilié-e à un régime de pension et à une couverture médicale et sociale. Vous bénéficierez également de 32 jours de congé par an et d'autres avantages (notamment horaires de travail flexibles, formations et développement, possibilités de télétravail, etc.).

■ Ce concours est organisé conformément à [l'Arrêté n ° 1234 du 15 décembre 2005 fixant les conditions de recrutement et d'emploi des agents temporaires recrutés localement travaillant dans les lieux d'affectation du Conseil de l'Europe situés hors de France](#).

■ Si votre profil correspond à notre besoin et que vous n'êtes pas recruté-e immédiatement à l'issue de ce concours, vous pouvez être placé-e sur une liste de réserve.

Modalités de candidature et de sélection

■ La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **10 juin 2024 (minuit heure normale de l'Europe Centrale)**. Les actes de candidature doivent être rédigés en français ou en anglais et soumis par le biais du système en ligne du Conseil de l'Europe : www.coe.int/jobs. Veuillez remplir le formulaire en fournissant toutes les informations demandées et en expliquant dans quelle mesure vos compétences font de vous le/la meilleur-e candidat-e pour cet emploi. Rédiger sa candidature prend en général plusieurs heures ; veillez donc à prendre cet élément en considération lorsque vous postulez.

■ Seuls les candidats qui répondent le mieux aux critères mentionnés ci-dessus seront invités aux étapes suivantes du concours, à savoir des épreuves et/ou un entretien. De plus amples informations sur le type d'épreuves prévu pour ce concours seront fournies aux candidats sélectionnés en temps voulu.

■ Les candidatures des agents du Conseil de l'Europe, actuellement titulaires d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'anciens agents dont le contrat à durée déterminée est terminé moins de 12 mois avant la date limite de dépôt des candidatures, ne seront pas prises en considération.

■ En tant qu'employeur qui promeut l'égalité des chances, le Conseil de l'Europe encourage à se porter candidate toute personne ayant les qualifications exigées, sans distinction de sexe, de genre, de situation maritale ou parentale, d'orientation sexuelle, d'origine ethnique ou sociale, de handicap, de religion ou de convictions. Dans le cadre de sa politique, le Conseil de l'Europe tend à assurer une représentation paritaire des femmes et des hommes employés par catégorie et par grade. À égalité de mérite, la préférence sera donnée au·à la candidat·e du sexe sous-représenté dans le grade concerné. Au cours des différentes étapes de recrutement, des mesures spécifiques peuvent être prises pour assurer l'égalité des chances des candidats en situation de handicap.